

Aff N°: 2229300

N° chrono: 7

Date: 09/02/23

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

## REFECTION DE LA CASERNE - GENDARMERIE LURE (70)



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE  
L'INTÉRIEUR

### MAITRE D'OUVRAGE

SGAMI EST CSP CHORUS  
ESPACE RIBERPRAY  
10-12 RUE BELLE-ISLE  
57036 METZ CEDEX



apave

mission de confiance

**Maître d'oeuvre**

BLONDEAU INGENIERIE  
30 avenue Villarceau  
25000 BESANCON  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - Besançon  
VIRCONDELET PASCAL  
2 Chemin de Palente  
25000 BESANCON

**PHASE DE REALISATION**

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - BELFORT  
COLAS FLORIAN  
6, rue du Rhône  
90000 BELFORT

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	09/02/23	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	7

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS</b>	<b>8</b>
2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR	8
<b>3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	15
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	33
<b>4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>39</b>
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	39
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	43
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	44
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	48
4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	50
4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	54
4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	54
<b>5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>68</b>
5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	68
<b>6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT</b>	<b>70</b>
6.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	70

<b>7. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>71</b>
7.1. ORGANISATION DES SECOURS	71
<b>8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>74</b>
8.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	74
<b>9. ANNEXES</b>	<b>77</b>
9.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	77
9.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	81
9.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	81
9.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	81
9.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	81
9.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	81

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

REFECTION DE LA CASERNE - GENDARMERIE - LURE (70)

**Descriptif de l'opération :**

Caserne de Gendarmerie Quartier BOURDIEU de LURE

Les travaux concernent les bâtiment 5-6-7 et 9. Ils ont pour objet :

- La réfection des balcons,
- La réfection de l'étanchéité,
- La modernisation et la mise aux normes de la chaufferie et des sous-stations.
- L'amélioration de la ventilation.

**Calendrier :**

Date début des travaux : 15 Mars 2023

Durée totale des travaux : 8 mois

**Planning - Phasage de l'opération :****Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 5

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS



### 2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR





N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
69	<p><b>PREVENTION DES RISQUES LIES AUX INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE</b></p> <p><b>Documents à réclamer aux entreprises et à joindre au DIUO</b></p> <p>Les documents énumérés ci-dessous sont destinés à être référencés dans le DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE. Certains sont à remettre par le Maître d'oeuvre, d'autres par les entreprises, qu'elles joindront à leurs Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE). Nous vous indiquons dès à présent la liste des documents à fournir en fin de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Plan de masse - Plans de l'ouvrage - Plans des façades</b></li> <li>- <b>Réseaux existants et créés</b> : plans de récolement</li> <li>- <b>Installations électriques</b> : plans et schémas - plans d'accès - cheminements</li> <li>- <b>Installations de ventilation/climatisation</b> : plans et schémas - plans d'accès - cheminements</li> <li>- <b>Installations de désenfumage</b> : plans et schémas - plans d'accès - cheminements</li> <li>- <b>Matériaux susceptibles de voir leurs caractéristiques mécaniques altérées dans le temps</b> (fibres-ciment, parties translucides,...) : plans d'implantation et accès aux zones concernées</li> <li>- <b>Matériaux fragiles</b> (verrières, bacs métalliques de faible épaisseur, ) : Plans d'implantation et accès aux zones concernées</li> <li>- <b>Toiture</b> : nature des cheminements et plan de circulation indiquant le positionnement des accès, des équipements accessibles, des points d'éclairage</li> <li>- <b>Combles</b> : nature des cheminements et plan de circulation indiquant le positionnement des trappes d'accès, des équipements accessibles, des points d'éclairage</li> <li>- <b>Matériaux translucides ou surfaces vitrées en couverture</b> : procès verbaux de résistance</li> <li>- <b>Matériels de production d'électricité photovoltaïque</b> : notice technique, notice d'intervention secours</li> <li>- <b>Ancrages pour EPI contre les chutes</b> : rapport de vérification avant mise en service</li> <li>- <b>Ancrages pour EPI contre les chutes</b> : plans indiquant les points particuliers (accès, calepinage)</li> <li>- <b>Ancrages pour EPI contre les chutes</b> : données de calcul, caractéristiques et notice technique</li> <li>- <b>Dispositifs d'ancrage permanents</b> (EPI contre les chutes, échafaudages) : couples sur parements, revêtements, calepinage</li> <li>- <b>Locaux techniques ascenseurs</b> : plans d'accès - cheminements - implantation des éclairages</li> <li>- <b>Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)</b> : Bordereau établi sur papier à entête du Maître d'Oeuvre</li> <li>- <b>Dossier de Maintenance des Lieux de Travail (DMLT)</b> : Bordereau renseigné par le Maître d'Ouvrage</li> </ul> <p><b>L'ensemble de ces documents sont à transmettre au Coordonnateur SPS en format électronique.</b></p>	<p>Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.</p>	<p>Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.</p>	<p>Après interv.</p>





### 3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS


#### 3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER <b>Personnes autorisées</b>			
				
72	<b>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier:</b> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <b>Informations des salariés</b>	Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre Toutes entrep.	Durée chantier
				
159	<b>Dès l'entrée sur le chantier,</b> le personnel sera systématiquement <b>informé</b> par son responsable hiérarchique d'entreprise: - De ses <b>obligations en matière de protections individuelles et collectives</b> (obligations prescrites dans le PGC et ses mises à jour, port du casque et des chaussures de sécurité, port des lunettes de sécurité etc...). - <b>Des consignes de sécurité du site</b> (présentation des risques particuliers, des conditions de circulations, des consignes de sécurité particulières applicables lors de l'exécution de certains travaux,...). <b>Identification des entreprises</b>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

	  			
100	<p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage.</p> <p><b>Les compagnons seront identifiés par le nom ou le logo de l'entreprise sur le casque de chantier et/ou sur les vêtements de travail.</b></p> <p><b>RAPPEL: la carte PROBTP est obligatoire sur les chantiers depuis le 1 juillet 2017</b></p> <p><b>Conditions de travail des entreprises étrangères</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
82	<p><b>Application de l'article L 1262-1 concernant le détachement temporairement des salariés sur le territoire national, à condition qu'il existe un contrat de travail entre cet employeur et le salarié et que leur relation de travail subsiste pendant la période de détachement.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Application de l'article R 1263-3:</b> <u>l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues au 1° et au 3° de l'article L 1262-1, adresse à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation, ou du premier lieu de l'activité si elle doit se poursuivre dans d'autres lieux, une déclaration réglementaire (voir modèle sur le site de l'Inspection du travail).</u></li> <li><b>Article R 1263-5:</b> <u>la déclaration obligatoire prévue à l'article R. 1263-4 est accomplie avant le début de la prestation, par lettre recommandée avec avis de réception, par télécopie en langue française ou par transmission électronique. Elle se substitue à l'ensemble des obligations de déclaration prévues par le présent code, hormis celles prévues au présent chapitre.</u></li> </ul> <p><b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b></p>	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

132	<p><b>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire.</b> Les modalités de coopération sont donc définies par une <b>convention/contrat établi entre les 2 parties</b>, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><b>A la charge du prestataire de service</b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><b>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité,</li> <li>- accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales,</li> <li>- présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre,</li> <li>- autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.</li> </ul> <p><b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
87	<p>Les <b>prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous</b> (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, <u>en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise.</u></p> <p><b>A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>monteurs de grue,</b></li> <li>• <b>poseurs de filets,</b></li> <li>• <b>monteurs d'échafaudage,</b></li> <li>• etc.</li> </ul> <p><b>Emploi de salariés détachés</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
				

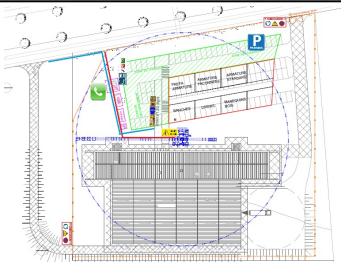
51	<p><u>Rappel des obligations de <b>l'employeur</b> qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u></p> <p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation;</li> <li>- désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.</li> </ul> <p><u>Rappel des obligations du <b>donneur d'ordre</b> ou du <b>maître d'ouvrage</b> :</u></p> <p>Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de cette déclaration;</li> <li>- une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment).</li> </ul> <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p><b>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</b></p>	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
				

18	<p><u>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre.</u></p> <p><b>Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier et devront en outre être équipé d' EPI.</b></p> <p><b>Les EPI pourront être mis à leur disposition par le chantier ( voir Lot GROS OEUVRE) sauf pour des raisons sanitaires (COVID19), les visiteurs devront portés lurs propres EPI.</b></p> <p><b>Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'oeuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS.</b></p> <p>Elles seront communiquées par écrit au demandeur. Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identité du demandeur et le motif de la visite</li> <li>- les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de pourra pas avoir lieu</li> <li>- l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement</li> <li>- le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite</li> <li>- le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs</li> <li>- les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection.</li> </ul> <p><u>Calendrier des visites - Horaires - Itinéraires - Encadrement - Consignes</u></p>	Tous interv.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv.	Avant interv.
21	<p>Indiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS le calendrier et les horaires de chaque visite ainsi que l'itinéraire envisagé.</p> <p>Prévoir obligatoirement un encadrement pour chaque groupe dont le rôle consistera à guider les visiteurs et veiller au respect des consignes données ainsi qu'au port des EPI.</p>	Tous interv.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Tous interv.	Durée chantier
36	<p><b>Fournisseurs - Livreurs</b></p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier.</p> <p>Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p><b>Déclaration de sous-traitants</b></p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
				


163	<p><b>Avant toute intervention sur le chantier</b>, les entreprises soumissionnaires <u>sont tenues de préciser le nom des sous-traitants</u> qui participeront à la construction de l'ouvrage. <u>Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage</u> dans les conditions prévues à l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.</p> <p>Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire.</p> <p><b>L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, <u>avant</u> tout travaux ou intervention.</b></p> <p><i>Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités.</i></p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avant interv.
182	<p><b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b></p> <p>Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise.</p> <p><b>Itinéraire d'accès - Fléchage</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
				
86	<p>Identifier l'accès chantier depuis la voirie principale (ex: fléchage de l'accès).</p> <p>La signalisation devra intégrer le nom du chantier ou la dénomination arrêtée par la Maitrise d'Ouvrage</p> <p>La signalisation sera faite sur panneaux inputrecibles ou sur supports plaques en aluminium</p> <p>Les accès VL et PL seront clairement <u>repérés pour toute la durée de l'opération.</u></p>	Titulaire du lot	Maître d'oeuvre Titulaire du lot	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

201	<p>Mettre en place de la signalisation routière, en adéquation avec l'analyse de risque du site, de part et d'autre des accès chantier.</p> <p>reprise des consignes générales de circulation et avertissement des tiers de la présence d'un chantier et de la circulation d'engins.</p> <p>Sur le site du projet, les indications de direction seront mises en place, dès le portail d'accès, pour:</p> <p><b>accès la base vie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• parking VL</li> <li>• vestiaires</li> <li>• sanitaires</li> </ul> <p><b>accès zone travaux:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• accès PL</li> <li>• parking véhicules chantier</li> <li>• zone de stock containers magasin</li> <li>• zone de livraison 1, 2, 3 etc... suivant PIC</li> <li>• zone de lavage BPE 1, 2, 3 etc... suivant PIC</li> </ul> <p>Ces indications seront répétées sur le tracé autant que nécessaire.</p> <p>Le circuit piéton entre la base vie et le chantier sera identifié et balisé</p>	Titulaire du lot	Maître d'oeuvre Titulaire du lot	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
-----	---	------------------	-------------------------------------	------------------------------------



### 3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
32	<p><b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b></p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p> <p><b>Organisation générale</b></p> 	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Avant interv.</p>






96	<p><b>Raccorder en priorité les équipements</b> aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.</p> <p>Le PIC devra matérialiser l'implantation:</p> <p>organisation générale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• emplacement panneaux PC et panneaux des entreprises</li> <li>• emplacement de l'armoire électrique principale</li> <li>• emplacements des tablotins de chantier</li> <li>• emplacement de la vanne de coupure AEP</li> <li>• emplacement des robinets de puisage avec fosse</li> <li>• tracé des réseaux temporaires électriques, AEP, EP, EU (FTE)</li> <li>• tracé des réseaux du site DICT</li> <li>• emplacement des clotures et portails d'accès</li> <li>• point de rassemblement</li> <li>• téléphone de secours</li> <li>• emplacement des extincteurs</li> </ul> <p>base vie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• parking VL</li> <li>• vestiaires</li> <li>• sanitaires</li> <li>• salle de réunion</li> </ul> <p>zone travaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• zone stabilisée empierrée</li> <li>• accès PL</li> <li>• parking véhicules chantier</li> <li>• zone de stock et containers magasin</li> <li>• zone de livraison</li> <li>• plateau de retournement</li> <li>• zone de lavage BPE</li> <li>• parking engins</li> </ul> <p>moyens de levage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• implantation des moyens de levage</li> <li>• puissance en fonction de la portée</li> <li>• emprise au sol des appuis</li> </ul> <p>voisinage travaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• implantation signalisation temporaire amont/aval au chantier</li> </ul>	Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
110	<p><b>CLOTURE DE CHANTIER</b></p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p> <p><b>Caractéristiques générales</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				





103	<p>Clôture constituée d'éléments <b>rigides, jointifs</b>, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable</b> destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...).</li> <li>• de <b>jambes de force tous les 6 m</b></li> <li>• de <b>panneaux "chantier interdit au public"</b></li> <li>• de <b>pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire</b></li> </ul> <p>Les panneaux réglementaires <b>CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE</b> seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p> <p><b>Fermetures des clôtures</b></p>	Titulaire du lot	Maître d'oeuvre Titulaire du lot	Avant interv.
				
108	<p><b>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé</b> pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).</p> <p><b>Rappel: Prévoir des portails</b> au niveau des accès VL, PL (entrée et sortie)</p> <p>Le ou les <b>portails d'accès</b> devront être <b>positionnés</b> judicieusement <b>pour permettre à un Véhicule Léger de stationner devant</b>, le temps de l'ouverture du cadénassage, <b>sans</b> pour autant <b>déborder ou entraver la circulation au voisinage de l'accès</b>.</p>	Titulaire du lot	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
202	<p>Le titulaire du lot est en charge de la diffusion des clés ou du code à la Maitrise d'Oeuvre.</p> <p><b>Panneau de chantier</b></p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Ph. préparation
				
164	<p>- <b>Un panneau "Entreprises"</b> en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises <u>y compris les sous-traitants</u> y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Il sera conçu de façon d'éviter tout risque de renversement (vent, choc avec véhicule,...)</p> <p>- <b>Un panneau "Permis de Construire"</b> conforme au décret du 30.05.75 (J.O. du 2 juin 1975).</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avant interv.
	<b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b>			

111	<p>Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).</p> <p><b>Branchements provisoires</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
141	<p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.</p> <p>Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
207	<p>Les raccordements sur l'existant seront pilotés et exécutés sous la direction du Maître d'Ouvrage.</p> <p>La direction du site sera destinataire des demandes de consignation, elle gèrera avec son prestataire l'isolation ou le sectionnement du fluide.</p> <p><u>Electricité</u></p>	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
				
74	<p>L'installation provisoire fixe (sous comptage) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Ouvre.</p> <p>Cette installation conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, <u>sera réceptionnée et contrôlée</u> par un organisme certifié.</p> <p><b>Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier.</b> Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTE C 18-510.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>Un coffret principal</b> de puissance adaptée au chantier, à installer <b>sous une armoire étanche verrouillée compris comptage</b>,</li> <li>2. <b>Un départ pour</b> l'installation électrique pour <b>les besoins du cantonnement</b>.</li> <li>3. <b>Un départ pour les coffrets divisionnaires</b> et réseaux de distribution <u>conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100</u> permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.</li> <li>5. <b>L'éclairage général</b> pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de <b>40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur</b>.</li> </ol> <p><b>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</b></p>		Maître d'oeuvre	Ph. préparation



200	<p>En cas de raccordement sur le TGBT du site, celui ci se fera sous plan de prévention (PdP) rédigé entre l'Entreprise Utilisatrice et l'Entreprise Extérieure. L'entreprise Utilisatrice devra publier le Rapport de Vérification périodique du TGBT. L'entreprise Extérieure devra faire faire la vérification d'installation temporaire de chantier.</p> <p><u>Téléphone, Fax</u></p>	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
	 			
101	<p>san objet</p> <p>Chaque entreprise se devra de doter ses équipe de moyen d'appel des secours.</p> <p><u>Supports des réseaux provisoires</u></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	pm
89	<p>Mettre en place des socles béton et poteaux support bois afin de permettre les alimentations des différentes armoires électriques (armoire générale, armoires "intermédiaires", alimentation du téléphone et de l'ADSL etc...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• respecter les distances entre poteaux pour éviter une flèche trop grande des câbles</li> <li>• hauteur de passage sous câble minimum 4,50 m, avec balisage par gabarit pour les câbles passant au-dessus des voies de circulation</li> <li>• prévoir protections et balisages des socles béton</li> </ul> <p><b>Aucun réseau ne sera couché au sol sur et en dehors des zones de flux</b></p> <p><u>Branchement d'eau extérieur en pied des bâtiments</u></p>	Titulaire du lot	Maître d'oeuvre Titulaire du lot	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
22	<p>Réaliser un réseaux hors gel depuis le point de raccordement désigné par la Maitrise d'Oeuvre jusqu'à la base vie et aux pieds des constructions.</p> <p>Mettre en place un point d'eau extérieur proche des bâtiments - 1 par bâtiment (robinet avec une petite fosse de décantation).</p> <p>Ces points d'eau pourront servir à l'ensemble des corps d'état.</p> <p>Après le départ du chantier du titulaire du lot, la Maitrise d'Oeuvre pourra confier la maintenance à un autre lot du projet.</p> <p>Prévoir la mise hors gel du dispositif pendant les périodes hivernales (robinet d'arrêt et de purge).</p> <p><u>Réseau E.U</u></p>		Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier



148	Réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage depuis le branchement au réseau ou équipement d'assainissement jusqu'aux attentes prévues à une distance de 2 m de chaque bâtiment . Les installations sanitaires de la base vie seront raccordés sur le TAE ou sur FTE selon cas de figure et planning.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
206	En cas de raccordement sur fosse,  le titulaire du lot sera en charge de la réalisation d'une installation conforme aux réglementations (disconnecteur, fosse, épandage/filtration) la maintenance du dispositif sera à charge du compte prorata.		Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
140	<b>Voies de circulations dans l'emprise du chantier</b> Prolonger la voie d'accès au chantier par d'autres voies permettant : <ul style="list-style-type: none"> <li>aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés ainsi qu'aux ouvrages,</li> <li>aux véhicules et engins de livraison d'accéder aux aires de stockage, de préfabrication et de stationnement.</li> </ul> <u>Voies praticables, drainées et éclairées</u>		Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
39	<b>Les voies de circulation intérieures au chantier seront conçues et réalisées pour accepter tout type de trafic et être constamment praticables</b> quelles que soient la saison et les conditions météorologiques.  <b>Elles seront drainées.</b>  La granulométrie des zones de flux devra permettre l'assise et le drainage des voies de circulation PL VL et ne pas être un facteur de risque de blessure pour les déplacements des piétons (entorse, foulure...). L'écoulement des EP sera maîtrisé.  En cas de traitement ou de mise en place d'un bicouche sur les zones de circulation, l'entreprise intégrera le captage et l'évacuation des EP.		Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
188	Les circulations seront éclairées (minimum de 10 lux ). Le positionnement des éclairages ne devra pas perturber les circulations sur le domaine public.		Maître d'oeuvre	Durée chantier
35	<b>Aires de chantier</b> <u>Stockage, magasins</u> <b>Les aires de stockage seront réalisées</b> , en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées. Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.  <b>Ces zones seront clairement délimitées et signalées.</b>		Maître d'oeuvre	Ph. préparation
147	<u>Aire de montage</u> Dans le but <u>d'éviter ou réduire les risques de chute de hauteur</u> liés au travaux de montage, <b>prévoir une aire aménagée permettant l'assemblage des éléments préfabriqués.</b> <u>Plateforme pour mise en station d'engin de levage mobile</u>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avant interv.

64	Afin de faciliter les opérations de levage, réaliser en même temps que la plateforme générale de l'ouvrage, une ou plusieurs plateformes de mise en station des engins mobiles de levage.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
195	Les <b>entreprises utilisant des moyens de levage mobiles feront connaître, en phase préparation, leurs besoins en nombre, implantation et dimensions.</b>  La <b>maitrise d'Oeuvre arbitrera en fonction des besoins</b> qui auront été portés à sa connaissance et actera sa décision au CR de chantier.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	
216	Le lot titulaire du PIC mettra à jour et diffusera le document en fonction des éléments actés par la Maitrise d'Oeuvre. <u>Stationnement engins de chantier</u>		Maître d'oeuvre	Immédiat
52	<b>Réaliser une aire pour le stationnement des engins de chantier</b> , au sol imperméable et équipé d'un système de recueil, de traitement et d'évacuation des eaux pluviales.  <b>Cette zone servira également à la réalisation des pleins en carburant des engins.</b> <u>Aire de nettoyage des toupies béton</u>		Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
				
184	<b>Réaliser et entretenir autant que de besoin un dispositif pour le nettoyage des toupies et de bennes à béton constitué d'une fosse garnie d'une couche de matériaux filtrants entre deux membranes constituées d'un géo-textile OU d'un dispositif manufacturé forain.</b>  <u>Ces équipements seront protégés contre le risque de chute</u> , le cas échéant.		Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
209	<b>Une aire de lavage sera réalisée et destinée au nettoyage de fin de tâche des matériels de pompage.</b>  <b>Les eaux de ruissellement de cette zone seront captées et envoyées vers un bassin avec un dispositif de filtration.</b>  <u>Cette fosse sera protégée contre le risque de chute</u> , le cas échéant. <u>Surlargeur de la plateforme pour équipements de travail autour de l'ouvrage</u>		Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
11	<b>Les plates-formes des ouvrages auront une surlargeur de 4m en section courante avec des rayons de giration intérieur de 5m et 7m en extérieur</b> pour permettre la circulation et la mise en station des matériels d'élévation de personnes ( P.E.M.P.) et des grues automotrices nécessaires aux différents travaux de façade, de couverture ou d'approvisionnement du chantier. Elle permet également la pose d'échafaudage fixe ou roulant.  <b>Elle sera maintenue en son état initial pendant la durée du chantier.</b> <b>Plateforme de cantonnement</b>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



15	<p>L'implantation du cantonnement sera faite sur la plate forme mis à disposition par le titulaire du lot en fonction des éléments vus avec la Maitrise d'oeuvre et d'Ouvrage.</p> <p><b>Cette zone permettra l'implantation de la salle de réunion, des vestiaires, des sanitaires du cantonnement, des bureaux de chantier des entreprises, des parkings .</b></p> <p><b>Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier</b></p> <p><u>A l'intérieur du chantier</u></p>	Toutes entrep.	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Toutes entrep.</p>	pour mémoire
				
107	<p><b>Une zone de stationnement sera prévue dans l'emprise grillagée du projet au proche de la base vie.</b></p>		<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Toutes entrep.</p>	Avt arriv. Ent
203	<p>L'optimisation du stationnement sera faite par des moyens de repérage adaptés, idem si il y a un sens de circulation.</p> <p>Elle sera éclairée si nécessaire.</p>		<p>Maître d'oeuvre</p>	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
215	<p>Aucun véhicule personnel ne sera accepté sur la zone de travail.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p><b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b></p> <p><b>Branchements</b></p> <p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p>			
				




113	<p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun poste de travail <b>ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.</b></li> <li>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de <b>protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence</b> normalisé. Les <b>coffrets seront suspendus ou sur pieds.</b></li> <li>Les <b>alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.</b></li> <li>Les <b>câbles et rallonges</b> seront <b>fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain-pied</b> dans les passages et escaliers.</li> <li>Les <b>coffrets seront obligatoirement cadenassés</b> et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</li> <li>Les <u>contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</u></li> <li>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</li> </ul> <p><u>Eclairage des circulations</u></p>		Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
85	<p>Installer un <b>éclairage des circulations verticales et horizontales</b> en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p><u>Eclairage de sécurité</u></p>		Maître d'oeuvre	Durée chantier
				
78	<p><b>Installer un éclairage permettant l'évacuation sûre et facile du personnel</b>, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zone aveugles,...</p> <p>Installer un balisage lumineux assurant la reconnaissance des obstacles, des changement de direction et des cheminement vers les sorties.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>		Maître d'oeuvre	Durée chantier

				
173	<p><b>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</b></p> <p>Les <b>prolongateurs électriques</b> seront uniquement de la <b>série H07-RN-F</b> assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et <b>ne dépassant pas 25 m</b>.</p> <p>Les <b>enrouleurs</b> seront marqués "<b>catégorie B</b>" norme <b>NFC 61.720</b>.</p> <p>Les <b>prises de courant</b> porteront un indice de protection <b>IP 447</b> à minima.</p> <p>Les <b>baladeuses</b> seront de la <b>catégorie B</b> norme <b>NFC 71.008</b>.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme <b>NF</b> et munis d'une grille de protection.</p> <p><i>Les équipements d'éclairage en basse consommation seront préférés aux matériels à incandescence</i></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
211	<p>En aucun cas les éclairages portatifs individuels de type lampe frontale ne répondent pas favorablement au Code du Travail.</p> <p>Les éclairages portatifs individuels peuvent venir en complément d'un éclairage fixe mais ne se substituent pas à ceux ci.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail en zone humide, sous-sol</u></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
				
186	<p><b>Utilisation obligatoire d'éclairage en très basse tension de sécurité (TBTS) ou sur batterie, dans toutes les zones humides : en sous-sol, vide sanitaire, galerie technique, fosse d'ascenseur, etc.</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
139	<p><u>Evacuation des eaux pluviales reçues par l'ouvrage</u></p> <p>Prévoir les dispositifs pertinents permettant l'évacuation des eaux pluviales y compris les équipements annexes s'y rapportant dès la réalisation de la couverture.</p>		Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>ZONE DE CANTONNEMENT</b>			







137	Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Durée chantier
17	<b>Gestion de cantonnement - Base vie</b> Cette base vie <b><u>devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux</u></b> , y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Toutes entrep.	Durée chantier
138	<b>Installations communes de vie collective</b> Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<u>Vestiaires</u>			
				
114	<u>Chaque entreprise mettra à la disposition de ses travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail.</u>  Ces locaux devront être opérationnels <b>avant le démarrage travaux compris ceux des VRD.</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
204	<b>L'accès aux vestiaires sera conçu de manière à ne pas obliger les travailleurs à traverser une zone de chantier, lorsqu'ils sont en tenue de ville.</b>  Les locaux vestiaires seront isolés des locaux de travail, <b><u>tous stockage de matériels et matériaux y sera interdit.</u></b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
214	Ils seront <b>éclairés, chauffés et aérés</b> convenablement. La mise en place des locaux au sein de la base vie respectera: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les voies d'accès PL pour la mise en place ou le retrait des modules</li> <li>• Le retrait des voies de roulement garantissant l'accès ou la sortie des modules en sécurité</li> <li>• Les chemins de circulation piéton entre base vie et zone travaux</li> </ul> <u>Réfectoire</u>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				

133	<p><b>Il n'est pas prévu de mise en place d'un réfectoire. A charge des entreprises de donner les moyens à leurs compagnons d'aller se restaurer dans les établissements au voisinage du chantier. ATTENTION:</b></p> <p>Si une ou plusieurs entreprises décident de mettre en place un réfectoire, alors celui-ci devra répondre positivement à l'ensemble des réglementations se rapportant aux locaux de restauration. (tables, chaises, moyen de réchauffage, moyen de conservation, points d'eau EC/EF, nettoyage journalier du local...)</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
208	<p><b>Rappel:</b></p> <p>Il est <b>strictement interdit de manger dans la zone des travaux.</b></p> <p>Les feux et BBQ sont interdits</p> <p>Les <b>boissons alcoolisées sont interdites</b> sur le site.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
213	<p>La mise en place des locaux au sein de la base vie respectera:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les voies d'accès PL pour la mise en place ou le retrait des modules</li> <li>• Le retrait des voies de roulement garantissant l'accès ou la sortie des modules en sécurité</li> <li>• Les chemins de circulation piéton entre base vie et zone travaux</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
177	<p><b>Installations communes d'hygiène</b></p> <p><b>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises</b> intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
				
115	<p><b>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance</b> aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique.</p> <p>Leur nombre sera fonction du nombre de salariés sur le chantier <b>en tenant compte de la présence de personnel féminin le cas échéant.</b></p> <p>Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p><b>Ces installations seront opérationnelles avant le démarrage travaux.</b></p> <p><u>Douches</u></p>	Maître d'ouvrage	Compte prorata Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Ph. préparation






56	<p>Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail).</p> <p><b>Tableaux d'informations des salariés</b></p>	Maître d'ouvrage Titulaire du lot	Compte prorata Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
19	<p>Prévoir un tableau d'affichage vitré en zone de cantonnement, dédié à l'affichage utile:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• affichage réglementaire</li> <li>• consignes de sécurité,</li> <li>• affiches de sensibilisation à la prévention,</li> <li>• information générale sécurité,</li> <li>• compte-rendu de réunion</li> <li>• ...</li> </ul> <p><b>Salle de réunion</b></p>		Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
46	<p><b>Installer et mettre à disposition une salle de réunion</b> d'une capacité de 15 personnes minimum, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables.</p> <p>Prévoir des <b>tables et chaises en nombre suffisant</b>, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, et <b>des dispositifs permettant l'affichage des plans</b>.</p> <p><b>Dans le cadre de la pandémie de CORONAVIRUS COVID19, il ne sera pas mis d'EPI à disposition des visiteurs</b></p> <p>Prévoir un nettoyage régulier des locaux.</p>		Compte prorata Maître d'oeuvre	Durée chantier
193	<p>La mise en place des locaux au sein de la base vie respectera:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les voies d'accès PL pour la mise en place ou le retrait des modules</li> <li>• Le retrait des voies de roulement garantissant l'accès ou la sortie des modules en sécurité</li> <li>• Les chemins de circulation piéton entre base vie et zone travaux</li> </ul>		Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier




	<b>Mise à disposition d'EPI</b>			
				
167	Il n'y aura pas de stock d'EPI sur site pour éviter tout risque de contamination durant la période de sécurité sanitaire <b>Bureaux et containers de stockage pour les entreprises</b>			Durée pandémie COVID19
				
55	Chaque lot installera et entretiendra ses propres bureaux et containers matériels conformément aux emplacements prévus au plan d'installation de chantier et aux besoins qu'il aura préalablement précisés en phase de préparation de chantier.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avant interv.
194	La mise en place des locaux au sein de la base vie respectera: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les voies d'accès PL pour la mise en place ou le retrait des modules</li> <li>• Le retrait des voies de roulement garantissant l'accès ou la sortie des modules en sécurité</li> <li>• Les chemins de circulation piéton entre base vie et zone travaux</li> </ul> <b>Evolution de la zone de cantonnement en cours de chantier</b>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
156	Pour le <b>dimensionnement des installations</b> du cantonnement <b>il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier (ex présence de personnel féminin).</b>  Les <b>installations évolueront en fonction de l'effectif</b> (décision prise en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, l'OPC et le coordonnateur SPS).  Le <b>positionnement exact sera défini d'un commun accord entre le Maître d'Ouvrage, la Maître d'Oeuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS.</b>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>Cantonnement provisoire ou préparation de chantier</b>			
				

63	<p><b>Il n'est pas prévu de cantonnement provisoire en attente des définitifs.</b></p> <p><b>Le titulaire du lot fournissant et mettant en place la base vie AVANT LE DEBUT des terrassements.</b></p> <p><b>Bungalows superposés</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Ph. préparation
				
54	<p>Pour l'installation de bungalows superposés, établir une note de calcul, validée de préférence par un bureau de contrôle, et vérifiant le type et le dimensionnement des fondations en fonction du rapport géotechnique, la résistance mécanique de l'ensemble occupé, la stabilité au vent de l'ensemble vide, le dimensionnement de la structure pour supporter les heurts éventuels de véhicules lorsque ceux-ci circulent à proximité. Dans ce cas, prévoir des dispositifs de protections (chasse-roues, etc.) pour limiter l'effet de ces heurts sur la structure. Conditionner le choix et la disposition des cantonnements en fonction d'une évaluation des risques spécifiques liés à la hauteur des cantonnements et l'application des Principes Généraux de Prévention afin d'assurer la protection des salariés vis-à-vis du risque incendie. Supprimer ou à défaut bloquer avant montage les portes donnant sur le vide des bungalows situés en étages. Etablir les escaliers d'accès aux bungalows superposés à l'air libre (pour faciliter l'évacuation en cas d'incendie), les équiper de mains courantes, de marches antidérapantes, les dimensionner conformément aux règles de l'art, les éclairer. Monter et démonter les escaliers à l'avancement du montage/démontage des bungalows afin d'accéder en sécurité au plancher haut du bungalow juste monté.</p> <p><b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
				
93	<p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement.</p> <p><b>Il appartient à chaque intervenant:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de <b>laisser les installations d'hygiène dans un état de salubrité satisfaisant</b></li> <li>• de <b>respecter et faire respecter les règles d'hygiène élémentaires</b></li> <li>• de <b>signaler toute anomalie dans le fonctionnement ou l'entretien de la base vie.</b></li> </ul> <p><u>Sanitaires (WC, lavabos, douches)</u></p>	Compte prorata Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Compte prorata Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier


105	<p><b>Les installations seront nettoyées quotidiennement</b> (article R 4228-13 du Code du travail) .</p> <p>Cette prestation fera l'objet d'un contrat avec une entreprise spécialisée et sera imputé au compte prorata comme l'ensemble des dépenses liées au fonctionnement du cantonnement (nettoyage quotidien, fournitures, consommation eau, électricité, etc...)</p> <p><u>De vie collective (réfectoire, vestiaires, bureaux et salle de réunion)</u></p>	Compte prorata	Compte prorata Maître d'oeuvre	Durée chantier
67	<p>L'ensemble des locaux communs sera maintenu propre en permanence.</p> <p>Le nettoyage sera confié à une entreprise extérieure et les frais de ce contrat seront imputés au compte prorata.</p>	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier
197	<p>L'ensemble des locaux propres à chaque entreprise sera nettoyé régulièrement.</p> <p>L'entreprise organisera le nettoyage de ses locaux selon ses procédures internes.</p> <p><u>Fourniture des consommables</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
70	<p><b>Le titulaire du lot mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.).</b></p>		Compte prorata	Durée chantier
198	<p>Les sanitaires, réfectoires et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.</p> <p><u>Evacuation des ordures</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
166	<p>L'évacuation journalière des ordures ménagères, par une entreprise extérieure, fera l'objet d'un contrat spécifique imputé au compte prorata.</p>	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier
179	<p><b>Absence d'infirmerie</b></p> <p>Compte-tenu des effectifs prévisibles inférieurs à 200 personnes, il n'est pas prévu d'infirmerie sur le chantier. Prévoir les moyens nécessaires en matière de Sauveteurs Secouristes du Travail et moyens de premiers secours.</p> <p>pm: Chaque entreprise affichera et tiendra à jour la liste de ses SST sur chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
90	<p><b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b></p> <p>Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au compte prorata conformément aux prescriptions de la NFP 03- 001 et/ou des dispositions des pièces du marché.</p>	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier
99	<p><b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b></p> <p>Toute nouvelle dépense d'exploitation, et les frais afférents, décidée en phase de réalisation lors des réunions de chantier ou de coordination SPS, pour la bonne marche des travaux, fera l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b>			



				
49	<p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p> <p><b>Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
50	<p><b><u>Entretien et nettoyer les voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs et des usagers du domaine public desservant le chantier.</u></b></p> <p>L'entreprise titulaire du lot Terrassements VRD assurera les entretiens et exécutera les nettoyages dès demande de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du Coordonnateur SPS, aux frais de(s) entreprise(s) défaillante(s).</p> <p><u>Poste de lavage camions, des toupies à béton, des pompes à béton</u></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
94	<p>Il est prévu la mise à disposition d'un poste de lavage, pour la durée du chantier TCE, pour camions, engins et les toupies et pompes à béton au niveau du cantonnement.</p> <p><u>Poste de lavage des bennes à béton</u></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				

149	<p>L'entreprise de GO mettra en place <b>des points de lavage pour les bennes à béton proche des grues</b>, avec récupération des laitances et évacuation en fin de chantier.</p> <p><b>Les laitances solidifiées seront évacuées du chantier après les travaux de GO, vers une décharge agréée.</b></p> <p>En aucun cas les écoulements chargés de liant hydraulique ne devront atteindre le réseaux de collecte des eaux de ruissellement au sol. Si tel est le cas le curage du réseaux poillué sera réalisé à la charge du lot défaillant.</p> <p><b>Nettoyage de la voirie extérieure au chantier</b></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
157	<p>Lors de chaque <u>phase de roulage de matériaux</u> nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, <u>un nettoyage systématique des routes adjacentes souillées</u>, <b>sera effectué le jour même par l'entreprise responsable.</b></p> <p>En cas de nécessité, <u>l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour</u> pour assurer la propreté des voies afin de <u>ne pas provoquer d'accident.</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP</b>			
				
44	<p>L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.</p> <p><b>Circulations verticales et élévation de personnes</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Ph. préparation
				






185	<p><b>Mise en place d'une tour d'accès à la couverture, compris franchissement des différentes toitures, est à la charge du lot Etanchéité.</b></p> <p><b>Le montage de ces éléments répondra positivement à la réglementation. Les ouvrages seront réceptionnés avant la mise en service et resteront en fonction jusqu'à l'autorisation de repli donnée par la Maîtrise d'Oeuvre.</b></p> <p><b>En tout état de fait l'entreprise avant le démontage devra interroger le Contrôleur Technique pour valider la possibilité de repli.</b></p> <p><b>Protections collectives contre les chutes</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
				
9	<p><b>Les protections collectives contre le risque de chute seront mis en place à l'avancement (garde-corps, obturateurs, platelages,...).</b></p> <p>Le titulaire du lot en assurera également la maintenance. Toute entreprise altérant ou déplaçant les EPC est responsable de la sécurité sur la zone impactée ( cf Code du Travail)</p> <p><b>Prendre en compte à chaque phase du chantier la nécessité de continuité des protections collectives.</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
189	<p>En toiture, le titulaire du lot mettra en place des EPC composés de potelets, de filet compris ligature, d'une plinthe et d'une lisse de tête.</p> <p>Ces protections devront être mises en place depuis un pots de travail sécurisé (PEMP) avant le début des travaux de couverture.</p> <p>En aucun cas la mise en place des éléments de finition et d'étanchéité ne pourront justifier un enlèvement, même partiel, des Protections Collectives.</p> <p>Les Equipements de Protections collectives devront rester jusqu'à la vérification par le Contrôleur Technique et la réception des ouvrages par le Maître d'Oeuvre.</p>	Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



### 3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

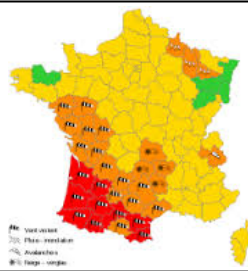
N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
48	<p><b>SOL ET SOUS-SOL</b></p> <p>Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b></p>			

				
102	<p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet,</li> <li>- déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention.</li> </ul> <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a>.</p> <p>La consultation du Télé- service est obligatoire.</p> <p>Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p> <p><b>CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
95	<p>La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Classe A</b> : <math>\leq 0.40m</math> pour réseau rigide ou <math>\leq 0.50m</math> pour réseau flexible</li> <li>• <b>Classe B</b> : <math>\leq 1.50m</math></li> <li>• <b>Classe C</b> : <math>&gt; 1.50m</math></li> </ul> <p><b>D.T.</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
				

165	<p>Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a>.</p> <p>Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé.</p> <p>Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux</p> <p><u>Investigations complémentaires</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avant interv.
				
106	<p><u>Entreprendre des investigations complémentaires sur les réseaux "sensibles" qui ont été classés avec une précision insuffisante (B ou C), pour les ramener dans la classe de précision « A ».</u></p> <p>Joindre les nouveaux plans au DCE.</p> <p><b>Dans le cas où le MOA ne souhaite pas mener lui même les investigations complémentaires, prévoir dans le cahier des charges les clauses techniques et financières particulières permettant aux entreprises de prendre les précautions nécessaires lors des travaux à proximité immédiate de ces réseaux.</b></p> <p><b>D.I.C.T.</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
				
143	<p>Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a>, afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux.</p> <p><b>Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants.</b></p> <p><b>Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise.</b></p> <p>Tous travaux <u>non débutés</u> dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.</p> <p><u>Investigations complémentaires</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

150	<p>Les investigations complémentaires n'ont pas été réalisées par le maître d'ouvrage.</p> <p><b>Celles-ci devront être réalisées en phase préparation des travaux. Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant l'obtention des informations consécutives à ces investigations complémentaires.</b></p> <p><u>Marquage - piquetage</u></p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Immédiat
				
119	<p>Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux.</p> <p><b>Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage - piquetage de l'ensemble des réseaux.</b></p> <p><b>AIPR</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
47	<p><b>RAPPEL:</b> entrée en fonction de l'<b>Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (A.I.P.R.)</b> le <b>01 JANVIER 2018</b></p> <p>Cette <b>compétence est obligatoire</b> pour les <b>Maître d'Ouvrage, les Maître d'Ouvre, les encadrants des entreprises, les exécutants des entreprises.</b></p> <p>Le champs d'application se fait sur le <b>domaine public ET privé</b></p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	01/01/2018
	<p><b>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES</b></p>			
				



144	<p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p> <p><b><u>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>5 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>1,50 m</b> pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.</li> </ul>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<b>RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES</b>				
				
151	<p>En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<b>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</b>				
				
104	<p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les <b>dispositions</b> propres à garantir la <b>sécurité</b> tant des travailleurs que des usagers.</p> <p>Ces dispositions doivent être <b>conformes</b> aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier.</p> <p>Elles devront être <b>soumises</b> aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
<b>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</b>				

				
158	<p>Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier.</p> <p>Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.</p>	Tous interv.	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Tous interv.</p>	Durée chantier




## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

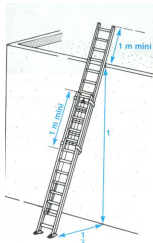
### 4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
				
83	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
1	<p><b>Dénivelés de sols, trémies, regards, caniveaux...</b></p> <p>Avant de faire circuler un équipement de travail sur un plancher ou dallage, vérifier la compatibilité entre la charge maximum admissible sur ce plancher ou dallage et le poids de l'équipement de travail.</p> <p>Lorsqu'un équipement de travail (échafaudage roulant, PEMP, monte plaque, etc.... ) est amené à évoluer en bordure de trémie non fermée, celle-ci sera munie en périphérie, d'un dispositif positionné et fixé en retrait par rapport au bord de la trémie, capable de stopper les roues de l'équipement avant qu'il ne soit déséquilibré ou qu'il ne chute dans la trémie.</p> <p>Mettre en place une signalisation par panneau à l'entrée de la zone dangereuse.</p> <p><b>Mettre en place des obturateurs ou des toles de résistance suffisante, fixés, sur les réservations, les regards, les caniveaux, les tranchées.</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
58	<p><b>Stationnement et garage des engins</b></p> <p>Garer et remiser les engins en respectant les règles applicables en la matière.</p> <p><b>Dégradation du terrain par engin de chantier</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée	Durée chantier
				

135	<p>En cas d'utilisation d'engins susceptibles de causer des <b>dégradations</b> aux voiries et/ou plateformes provisoires, prévoir les moyens propres à la préservation ou à la restitution des sols dans leur état initial.</p> <p><b>Toute entreprise qui utilisera des engins lourds</b>, tel que grue automotrice, Manitou, etc., sur des zones où se trouvent des canalisations, des câbles, des ouvrages enterrés, sur des dallages ou des planchers d'ouvrages communiquera, pour accord préalable au Maître d'oeuvre, les caractéristiques et les poids des engins avant intervention.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<b>CIRCULATION DES PIETONS</b>				
				
4	<p>Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux.</p> <p>Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins.</p> <p>Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.).</p> <p>Les voies d'accès seront constamment praticables.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
<b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b>				
<b>Fouilles - Tranchées</b>				
				
68	<p>Mettre en place et entretenir des <b>passerelles de franchissement</b> des tranchées dès que leur <u>largeur est supérieure à 0,40 m.</u></p> <p>Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.</p> <p><b>Toiture terrasse</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier
				





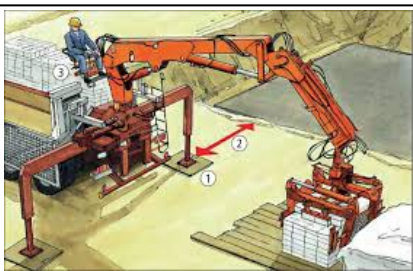
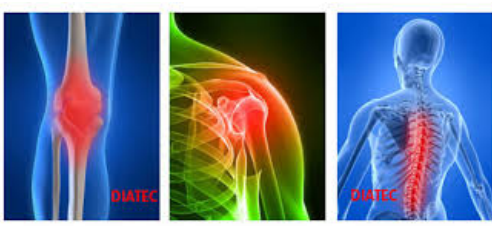
124	<p>Les déplacements en toiture se feront <b>dès que les protections collectives provisoires seront installées</b>, à l'avancement, pendant toute la durée du chantier.</p> <p><b>Ces équipements seront conservés pour les lots techniques et jusqu'à la réception des travaux en toiture, par le Maître d'oeuvre, ses bureaux d'études associés ainsi que le Contrôleur technique.</b></p> <p><u>En aucun cas les contraintes d'étanchéité des rives (pose des couvertines) ne devront interférer dans le maintien de ces protections collectives.</u></p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
146	<p><b>Plate-forme autour ouvrage</b></p> <p>Les entreprises titulaires des lots <b>remettront en état le pourtour du bâtiment après leur intervention.</b></p> <p>Par remblaiement, nivellement, compactage, dès la fin de la réalisation des infrastructures y compris dallage, pour permettre les déplacements autour du bâtiment, sans risque de chute de plain pied.</p>		Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Après interv.
<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b> <b>Escaliers provisoires - Tours escaliers</b>				
				
38	<p><b>Mettre en place une tour d'escaliers provisoires à l'avancement des travaux</b>, équipés des protections collectives contre les chutes.</p> <p>Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier.</p> <p>Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
191	<p><b>RAPPEL</b>  <b>Les nacelles et autres PEMP ne sont pas conçues comme un moyen d'accès en hauteur.</b>  Nous rappelons que la <b>note du Ministère du Travail sur l'utilisation des PEMP</b> à l'attention des directeurs, inspecteurs et contrôleurs du travail <b>du 26/02/2008</b> interdit cette façon de faire et la norme NF EN 280 concernant les PEMP précise au paragraphe 7.1.1.2 : <b>«interdiction d'accéder ou de quitter la plate-forme si celle-ci est élevée.»</b>  <b>Vérifications réglementaires : généralités</b></p>	Tous interv.	Tous interv.	pm

161	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p><b>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</b> examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant la 1ère utilisation ;</li> <li>- à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ;</li> <li>- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;</li> <li>- A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ;</li> <li>- A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.</li> </ul> <p><b>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</b> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation).</p> <p><b>Vérifications journalières</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
43	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la <b>vérification journalière</b> avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</b>				
				
53	<p>L'utilisation <b>généralisée</b> de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation <b>ne permet pas</b> de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins <b>trois points</b> de préhension, simultanément. Cette règle <b>interdit</b> le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p><b>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ASCENSEUR / MONTE-CHARGES</b>				


45	La mise en service, pour les besoins du chantier, d'ascenseurs / monte-charges permet de limiter les risques de chute de hauteur, d'accident de plain-pied, ceux liés aux manutentions manuelles, aux TMS, et facilite les approvisionnements de chantier. Préalablement à leur mise en service, puis périodiquement durant le chantier, ces équipements devront faire l'objet des vérifications réglementaires de sécurité et des opérations d'entretien nécessaires à leur fonctionnement en sécurité.	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
	<b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b>			
				
66	La mise en place des protections collectives <b>préalablement</b> à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront <b>conçues et installées</b> selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives <b>intégrées</b> dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Tous interv.	Durée chantier


#### 4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b>			
				
178	Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au <b>levage de charges</b> doivent être utilisés de manière à <b>garantir</b> leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levages seront réputés <b>conformes</b> aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir <b>justifier</b> à tout moment de ces conformités. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des <b>autorisations de conduite</b> correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre. <b>Nature et tenue du sol</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier


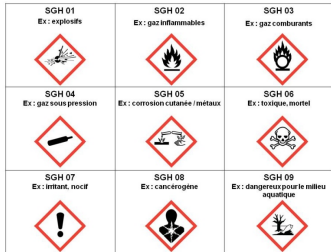
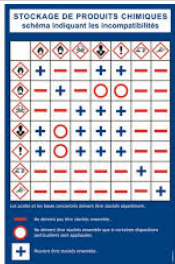
				
120	<p><b>Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances</b> (roche émergente, reste de dalle, ...).</p> <p><b>Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale</b>, en cas de nécessité, déviez-en le cours.</p> <p><b>Proximité de terrassement en excavation</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
122	<p><b>Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée.</b></p> <p>Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définis dans les notices</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b>			
				
14	<p>Afin de limiter les risques de <b>troubles musculo-squelettiques</b>, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être <b>formés</b> à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont <b>obligation</b> de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront <b>détaillées</b> par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p> <p><b>Aide à la manutention ( grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</b></p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
127	<p>Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle.</p> <p>Utiliser en priorité les moyens présents sur le site en optimisant les temps d'utilisation et d'attente.</p>	Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier

#### 4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
183	<b>APPROVISIONNEMENTS</b> Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : - La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches - Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... - Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
34	<b>Livraisons - Approvisionnements</b> <b>Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant.</b>  Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison. <b>Alimentation en carburant et entretien des engins et véhicules de chantier</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
174	<b>L'alimentation des engins et véhicules de chantier ainsi que les opérations d'entretien, ne pourront avoir lieu sur le chantier que s'ils sont exécutés sur une aire étanche munie d'un canal d'écoulement et d'un puisard de réception des eaux polluées, de capacité suffisante.</b>  <u>Les dispositifs de lutte contre l'incendie et de pollution sont à prévoir à proximité immédiate de cette aire.</u>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>STOCKAGES</b>			

23	<p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p> <p><b>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques</b></p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
				
77	<p><b>Aménager les zones de <u>stockage</u> de produits chimiques conformément aux dispositions réglementaires et les consignes du fournisseur</b> (capacité des rétentions, stockage hors d'eau, moyens de lutte contre l'incendie,...).</p> <p><b>Mettre en place le <u>quit anti pollution</u> en adéquation avec les volumes stockées.</b></p> <p><b>Baliser chaque zone de stockage.</b></p> <p><b>Signaler les stockages de produits dangereux par des <u>affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatifs à la manipulation de ces produits</u></b> (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...)</p> <p><b>Ces dispositions sont étendues au stockage des gaz sous pression.</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
5	<p><u>Délimitation des zones ( plan d'installation de chantier)</u></p> <p>Les zones de stockage des produits chimiques seront identifiées sur le PIC.</p> <p>Les gaz sous pression sont considérés comme des produits chimiques.</p> <p><b>Les entreprises titulaires des produits communiqueront, au titulaire du lot chargé d'établir et de faire vivre le PIC, les moyens de stockage et sur les distances de sécurité.</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier





	<u>Hydrocarbures ( carburants pour véhicules et engins, huiles de banches etc )</u>			
				
81	<p>Le <b>stockage des hydrocarbures</b> sur le chantier devra se faire avec des <b>cuves à double parois</b> ou avec des <b>cuves simple paroi sur bac de rétention égale au contenant</b>.</p> <p>Ces stockages seront hors d'eau.</p> <p><b>Fractionnement et étiquetage des produits</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
				
129	<p>Tout contenant doit obligatoirement porter une étiquette correspondant aux caractéristiques et dangers du produit qu'il contient.</p> <p>Lors de toute opération de fractionnement, consistant à répartir une quantité de produit en plusieurs quantités plus petites dans des contenants secondaires, l'étiquetage doit être répercuté sur chacun des contenants secondaires.</p> <p>L'utilisation de contenant inapproprié, notamment ceux de type alimentaire pouvant être à l'origine de confusion de la part d'un utilisateur, doit être proscrit.</p> <p><b>Incompatibilité entre produits</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
				
33	<p>Stocker les produits chimiques en respectant les règles d'incompatibilité.</p> <p>Veillez à séparer physiquement les produits incompatibles.</p> <p><b>Produits inflammables</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier



7	<p>Le stockage des liquides inflammables doit être effectué, en tenant compte des quantités et de la caractéristique des produits stockés.</p> <p>Toutes les dispositions concernant les risques liés au contact, à la manipulation des produits et leurs conditionnement seront prises conformément aux instructions données dans les Fiches de Données de Sécurité.</p> <p><b>Le local de stockage sera isolé, facilement condamnable, éclairé, ventilé, équipé de bacs de rétention, de matière absorbante à proximité et comportera des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux produits stockés.</b></p> <p>Les appareils électriques amovibles utilisés seront de classe TBT</p> <p>Les notices d'utilisation devront être clairement expliquées aux utilisateurs et être rédigées en Français.</p> <p><b>Stockage des éléments préfabriqués lourds extérieur</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
152	<p>Les systèmes de <b>stabilisation</b> ou <b>calage</b> utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier

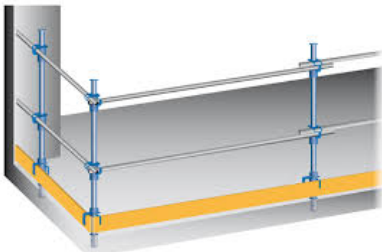
#### 4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES


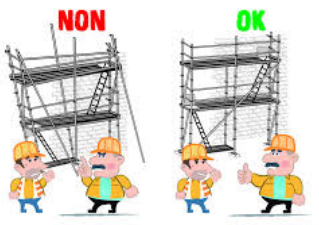
N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</b>			
				
171	<p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
136	<p><b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b></p> <p>Les déchets doivent être <b>stockés</b> hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p><b>L'enlèvement</b> des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier


	Déchets, gravats, tous produits non dangereux			
				
37	<p>Conformément au CCTP, chaque entreprise évacuera ses déchets par les bennes mise en oeuvre sur le chantier.</p> <p>Chaque entreprise et chaque intervenant se doit de trier les déchets. En cas d'erreur de tri, invalidant le traitement de la benne, la société à l'origine des déchets pourra être comptablement tenue responsable du surcout de recyclage.</p> <p>Chaque entreprise reste propriétaire de ces déchets jusqu'à l'élimination de ceux ci.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
190	<p>Le titulaire du lot principal, au nom du compte prorata, contractera avec une société spécialisée pour la location des bennes à déchet et les rotations nécessaires tout au long du chantier.</p> <p>Le titulaire du lot principal assurera la communication des bordereaux de suivi à la Maitrise d'Oeuvre.</p> <p>Chaque benne sera identifiée et les consignes de tri seront affichées.</p> <p>Les rotations de bennes seront faites avant tout risque de débordement.</p> <p>Durant les opérations de changement et déchargement de benne, interdire l'accès à la zone de manœuvre.</p>	Compte prorata Maître d'oeuvre	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
16	<p><b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</b></p> <p>Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants.</p> <p>Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.</p> <p><b>Produits chimiques</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier


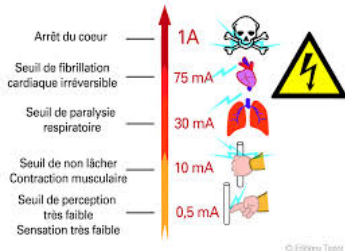
160	<p>Chaque entreprise reste responsable des produits chimiques issus de ses propres travaux.</p> <p>Mentionner dans le PPSPS les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Évacuer les produits chimiques au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier.</p> <p>Veiller au respect des règles de stockage mentionnées dans les fiches de données de sécurité, ainsi qu'au respect des règles d'incompatibilité entre produits.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
-----	---	-------------------	--------------------------------------	----------------

#### 4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b>			
				
61	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p><b>Maintenance des protections collectives</b></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

24	<p><b>Assurer la maintenance des protections collectives</b> sur le chantier.</p> <p><b>Chaque titulaire du lot est invité à faire le point avec la Maitrise d'Oeuvre sur l'état des sécurités et des supports à chaque libération et livraison de zone(s) aux autres corps d'état. Ce constat peut être acté sur le CR de chantier.</b></p> <p><b>La Maitrise d'oeuvre pourra désigner un lot responsable de la maintenance des EPC suite au départ des titulaires initiaux.</b></p> <p><b>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
				
128	<p><b>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces.</b></p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p><b>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</b> <b>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</b></p> <p><b>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective</b> lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES</b></p>			
				

130	<p>Les accès <b>temporaires</b> qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui <b>constate</b> une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p><b>Réception des équipements d'accès temporaires</b></p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
				
60	<p>Faire <b>réceptionner</b> les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages <b>avant leur 1ère utilisation</b>. <b>Etablir un PV de réception.</b></p> <p>Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004, les vérifications périodiques suivantes :</p> <p><b><u>VERIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE</u></b> : examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant la 1ère utilisation ;</li> <li>- à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ;</li> <li>- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;</li> <li>- A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ;</li> <li>- A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.</li> </ul> <p><b><u>VERIFICATIONS PERIODIQUES</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ;</li> <li>- quotidiennement (examen de l'état de conservation).</li> </ul> <p><b>Echelles portables</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

154	<p><b>Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail.</b></p> <p>Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés <b>en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs</b> ou lorsque l'évaluation du risque a établi que <b>ce risque est faible</b> et qu'il s'agit de <b>travaux de courte durée</b> ne présentant pas un caractère répétitif.</p> <p>Les règles d'utilisation des échelles sont prévues dans le Code du Travail.</p> <p>Les principales dispositions sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• fixations en partie supérieure ou inférieure des montants,</li> <li>• présence de dispositifs antidérapants,</li> <li>• dépassement du niveau d'accès d'au moins un mètre ou mise en place d'une crosse de préhension.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
205	<p>L'échelle est un moyen d'accès qui ne doit pas être utilisé comme poste de travail. <u>Envisager l'emploi de plateforme individuelle roulante légère.</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
<b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b>				
				
131	<p><b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de <b>vérification initiale et périodique</b>.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne <b>constatant</b> une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p> <p><b>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
				



42	<p><b>Ne brancher que du matériel électrique en bon état</b> sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques.</b></li> <li>• <b>Utiliser des câbles</b> et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage <b>HO7RNF</b>) munis de fiche étanche. <u>Les fiches à usage domestique sont interdites.</u></li> <li>• <b>Utiliser des enrouleurs de câble adaptés</b> aux conditions de chantier (marquage <b>catégorie B</b>)</li> </ul>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
----	---	----------------	--------------------------------	----------------


#### 4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

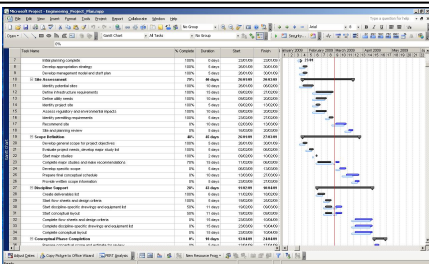
N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
109	<p><b>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</b></p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un <b>même</b> équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les <b>règles d'organisation</b> indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Maître d'œuvre Toutes entrep.	Maître d'œuvre Toutes entrep.	Durée chantier
142	<p><b>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</b></p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de mise à disposition</li> <li>- les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>- les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>- les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>- tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc.....</li> </ul>	Entrep. concernée	Maître d'œuvre	Avant interv.




#### 4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
----	--	---------------	---------------------------	--------






71	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul> <p><b>Travaux par point chaud</b></p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier
				



126	<p>Lorsque des <b>travaux de soudure</b> sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des <b>écrans de protection</b>.</p> <p>Permettre l'<b>utilisation de chalumeaux</b> (plomberie, chauffagiste, soudure, étancheur) uniquement au <b>personnel spécialisé</b>. <b>Fournir les équipements spécifiques</b>.</p> <p><b>Mettre un extincteur à proximité de chaque zone de travail par pint chaud.</b></p> <p><b>L'arrêt des taches par point chaud se fera au moins 1h30 avant la fin de poste pour organiser la veille anti feu.</b></p> <p>Utiliser des <b>équipements de soudure conformes</b> à la réglementation en vigueur et <b>vérifiés périodiquement</b>.</p> <p>S'assurer que les <b>canalisations souples</b> d'oxygène et d'acétylène sont <b>munies de clapets anti-retour</b> disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum).</p> <p>Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur dans un local aéré prévu et identifié.</p> <p><b>Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées</b> en position verticale lors de leur utilisation</p> <p><b>Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.</b></p> <p>Les travaux de <b>meulage et tronçonnage</b> sont <b>assimilés à des travaux par points chauds</b></p> <p><b>L'ensemble des travaux par points chauds feront l'objet de mise en place de protection des tiers et du bati</b> (carton ignifugé, écran, aspiration des fumées...)</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
13	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</b></p> <p><b>Découverte d'amiante en cours de travaux</b></p> <p>En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <b>avertira immédiatement la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre</b> afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires qui pourraient s'avérer nécessaire.</p> <p>Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier.</p> <p>La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique interdisant tous travaux dans cette zone.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Immédiat
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b>			
				

162	La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectées aux différents travaux seront au besoin mentionnées. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>PORT DES E.P.I.</b>			
				
10	Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de <b>protection individuels</b> devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la <b>vérification</b> du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</b>			
				
26	Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs <b>doit être assurée</b> au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus <b>d'un mètre</b> ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur. <b>Dans ce cas :</b> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation.	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b>			
				

112	<p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de terre rapportée sur la zone de ses travaux</li> <li>- de réseaux ou canalisations enterrés</li> <li>- des risques d'impregnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux</li> </ul> <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p> <p><b>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
				
6	<p><b>Mettre en place des protections collectives</b> contre les chutes en bord de fouille et d'excavation.</p> <p><b>Mettre à disposition un stock de barrières TP</b> pour le balisage et la protection des excavations et réservations.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b>			
				
62	<p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p> <p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p> <p><b>Pose et dépose de protections collectives</b></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier




				
25	<p><b>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,).</b></p> <p>En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives.</p> <p>Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives.</p> <p><b>L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</b></p> <p><b>Protections périphériques</b></p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				
181	<p><b>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps</li> <li>- Une main courante</li> <li>- Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être &gt;50cm</li> </ul> <p><b><u>Ces protections collectives resteront en place jusqu'à la réception de l'ouvrage</u></b></p> <p><b>Protection collective en sous face - filets de recueil</b></p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				

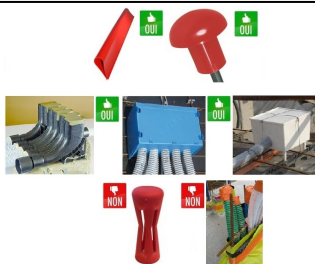






169	<p>Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture <b>conformément à la recommandation R 446</b>.</p> <p><u>Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS.</u></p> <p>Rappel des principales dispositions:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune.</li> <li>- Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie).</li> <li>- S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple).</li> </ul> <p><b>Réception des filets de recueil</b></p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
				
91	<p><b>Réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus.</b></p> <p><u>Un procès-verbal (PV) sera établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres (en général l'utilisateur) et l'installateur (ou poseur), mais signé par les deux parties.</u></p> <p>La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable.</p> <p>Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet</p> <p><b>Conditions atmosphériques défavorables</b></p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Durée chantier</p>
				
12	<p><b>Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.</b></p>	<p>Entrep. concernée</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Durée chantier</p>
	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES</b></p> <p><b>Planchers</b></p>			


				
118	<p>Mettre en place des gardes-corps en rive de plancher.</p> <p>Rappel de Code du Travail impose la mise en place d'Eléments de Protection Collectifs anti chute à compter du moment où il y a dénivellation.</p> <p><b>L'implantation des EPC prendra en compte les contraintes de mise en place des lots suivants afin de conserver les EPC jusqu'à disparition du risque.</b></p> <p><b>Trémies</b></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
				
168	<p><b>Prévoir dans le descriptif des travaux des systèmes intégrés</b> permettant la mise en place des protections provisoires (Réservations, attentes..)</p> <p><b>Mettre en place les gardes-corps provisoires en périphérie des trémies.</b></p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
210	<p>Poser les gardes-corps définitifs dès que possible.</p> <p>Cette disposition est étendue au <b>trou d'homme des colonnes de regard</b>.</p> <p>En Aucun cas ces éléments ne devront être sans protection périmétrique ou plaque de fermeture en adéquation avec l'environnement.</p> <p><b>Réservations, gaines</b></p>		Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				
65	<p><b>Les réservations en parois feront l'objet de mise en place de protections collectives adaptées.</b></p> <p>Ces éléments intégreront le mode de pose des lots suivants (menuiseries, cvc,...)</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
196	<p><b>Les réservations horizontales en sol feront l'objet d'une mise en place de platelages fixés au sol</b> sur les réservations.</p>		Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier










	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b>			
				
117	<p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b>			
				
92	<p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une <b>autorisation de conduite</b> délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera <b>conforme</b> et à jour des contrôles réglementaires.</p> <p><b>Consignes d'utilisation des PEMP</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Tous interv.	Durée chantier
				

57	<p>- <u>Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier</u>, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <p>- <b>Baliser de la zone d'évolution de la PEMP ainsi que de la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail</b></p> <p>- Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.</p> <p>- <b>Respecter la notice d'instructions</b> ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise.</p> <p><b>RAPPEL: Il est interdit de sortir du panier de la nacelle.</b>  <b>La note du ministère du Travail</b> sur l'utilisation des PEMP à l'attention des directeurs, inspecteurs et contrôleurs du travail <b>du 26/02/2008</b> interdit cette façon de faire et, enfin, la norme NF EN concernant les PEMP précise au paragraphe 7.1.1.2 : <b>« interdiction d'accéder ou de quitter la plate-forme si celle-ci est élevée. »</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
<b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b>				
				
79	<p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b>				
				

153	<p>Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>- en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>- en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>- en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>- en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b>			
	 			
125	<p><b>Nuisances dues au bruit :</b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p><b>Nuisances dues aux poussières :</b> Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <u>En cas d'impossibilité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>• humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>• aspirer les poussières à la source.</li> </ul>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE</b>			
				
31	<p>Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <b><u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u></b> des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.</p> <p><b>Cas exceptionnel d'utilisation d'un moteur thermique à l'intérieur d'un espace mal ventilé</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier

170	<p><b>Rappel de la règle de base : l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des locaux.</b></p> <p><b>Dans le cas exceptionnel où le respect de cette règle s'avèrerait techniquement impossible,</b> l'entreprise mettra en œuvre les modes opératoires et mesures de prévention habituellement préconisés lors des travaux en espace confiné, qu'elle détaillera dans son PPSPS, en se référant aux mesures générales de prévention rappelées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Planifier impérativement les travaux sans co-activité.</li> <li>• Evacuer les gaz d'échappement vers l'extérieur.</li> <li>• Mettre en place une ventilation mécanique propre à éliminer les gaz toxiques produits.</li> <li>• Mettre en place une détection permanente de gaz (CO, autres gaz selon la situation, le lieu d'intervention, etc...).</li> <li>• Former le personnel intervenant.</li> <li>• Prévoir un surveillant de travaux posté à l'extérieur des locaux.</li> <li>• Prévoir un moyen de communication entre intervenants et surveillant.</li> <li>• Etablir une consigne de travail écrite, expliquant le mode opératoire, ainsi que les dispositions pour porter secours en cas de besoin.</li> <li>• Respecter les procédures en vigueur imposées par l'exploitant des locaux, si elles existent.</li> </ul>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</b>			
				
172	<p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etaisement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi.</li> <li>- Mise en œuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides</li> <li>- Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures.</li> </ul> <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p> <p><b>Mise en oeuvre d'éléments préfabriqués lourds</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier



				
2	<p><b>Limiter l'accès et le travail dans les zones où sont effectués ces travaux</b> aux seules personnes de l'entreprise chargées d'accomplir ces tâches.</p> <p><b>Délimiter et matérialiser les zones dangereuses</b> par tout moyen approprié (panneau, balisage, affichage de consignes, ) et <b>interdire l'accès des zones dangereuses</b> aux personnes non concernées par ces travaux.</p> <p><b>Faire apparaître ces phases et rendre opérationnelle cette interdiction dans la planification des travaux.</b></p> <p><b>Matériel de coffrage</b></p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
180	<p>Le stockage des matériels servant au coffrage devra se faire sur surfaces planes avec les dispositifs permettant de stabiliser le matériel même en condition de vent défavorable.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS (Arrêté du 25/02/2003)</b> <b>Risque de chute de plus de 3 m.</b>			
				
40	<p>Prendre en compte les postes de travail dans la configuration du chantier et faire l'analyse de risque dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Faire ressortir Moyens humains / Matériels / Méthodes misent en oeuvre avec les risques générés / exportés / résiduels à l'opération.</p> <p><b>Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
				
80	<p>Prendre en compte les postes de travail dans la configuration du chantier et faire l'analyse de risque dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Faire ressortir Moyens humains / Matériels / Méthodes misent en oeuvre avec les risques générés / exportés / résiduels à l'opération.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.

	<b>Exposition au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT</b>			
				
88	Prendre en compte les postes de travail dans la configuration du chantier et faire l'analyse de risque dans le PPSPS de l'entreprise. Faire ressortir Moyens humains / Matériels / Méthodes misent en oeuvre avec les risques générés / exportés / résiduels à l'opération. <b>Montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds</b>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
				
116	Prendre en compte les postes de travail dans la configuration du chantier et faire l'analyse de risque dans le PPSPS de l'entreprise. Faire ressortir Moyens humains / Matériels / Méthodes misent en oeuvre avec les risques générés / exportés / résiduels à l'opération. <b>Utilisation d'appareils de levage de capacité &gt; 60 t.m (grues mobiles, à tour,....)</b>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.
				
28	Prendre en compte les postes de travail dans la configuration du chantier et faire l'analyse de risque dans le PPSPS de l'entreprise. Faire ressortir Moyens humains / Matériels / Méthodes misent en oeuvre avec les risques générés / exportés / résiduels à l'opération.	Entrep. concernée	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Avant interv.



## 5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES			
				
41	<p>Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier.</p> <p>En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.</p>	<p>Entrep. concernée</p> <p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
175 	<p><b>RESPONSABILITE TRAVAUX EN SITE OCCUPE</b></p> <p>Tout accès par d'autres itinéraires que ceux prescrits dans le plan d'installation de chantier sont strictement interdits.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les entreprises intervenantes rappelleront à leurs salariés que l'accès dans les bâtiments existants est formellement interdit en dehors des heures de travail.</li> <li>Le responsable de chaque entreprise rappellera à son personnel, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au déroulement du chantier.</li> <li>Les éventuels travaux devant s'effectuer dans le bâtiment en site occupé (raccordement électriques, eau etc.) se feront obligatoirement en liaison avec les responsables du site, la Maîtrise d'Ouvrage et après établissement de consignes particulières.</li> </ul> <p><b>Cloisonnement</b></p>	<p>Tous interv.</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Tous interv.</p>	<p>Durée chantier</p>



98	<p>Le titulaire du lot mettra en place avant le démarrage des travaux, des <b>cloisons séparatives</b> ou des <b>protections provisoires</b> nécessaires à garantir la sécurité des personnes et à respecter les règles de sécurité de l'établissement.</p> <p>Ces travaux feront l'objet d'une réunion de travail avec le responsable de l'établissement et la Maîtrise d'Ouvrage pour définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le choix des matériaux,</li> <li>• l'heure de mise en place ou dépose,</li> <li>• le lieu exact,</li> <li>• les modalités de travail dans les zones concernées,</li> <li>• l'impact sur les réseaux</li> <li>• etc...</li> </ul> <p>Ces éléments devront être en corrélation avec le classement de l'établissement.</p>	<p>Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage</p>	<p>Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
	<p><b>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</b></p>			
145	<p><b>Plans</b></p> <p>Les entreprises travaillant sur le site seront assujetties aux plans sécurité existants et devront les appliqués sans réserve.</p> <p>En cas de non respect de ces mesures la Maitrise d'Ouvrage se réserve le droit de prononcer une exclusion temporaire ou définitive de l'entreprise défaillante.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Maître d'oeuvre Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
8	<p><b>Procédures</b></p> <p>Les entreprises travaillant sur le site seront assujetties aux procédures sécurité existantes et devront les appliquées sans réserve.</p> <p>En cas de non respect de ces mesures la Maitrise d'Ouvrage se réserve le droit de prononcer une exclusion temporaire ou définitive de l'entreprise défaillante.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
121	<p><b>Consignes</b></p> <p>Les entreprises travaillant sur le site seront assujetties aux consignes sécurité existantes et devront les appliquées sans réserve.</p> <p>En cas de non respect de ces mesures la Maitrise d'Ouvrage se réserve le droit de prononcer une exclusion temporaire ou définitive de l'entreprise défaillante.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Maître d'oeuvre Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>




## 6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT




### 6.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)





N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
76	<b>VOIRIES DE DESSERTE DU CHANTIER ET RACCORDEMENTS AUX DIFFERENTS RESEAUX</b> <b>Rappel</b> des dispositions réglementaires à la charge du Maître d'ouvrage : avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants, le chantier doit disposer : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une desserte en voirie,</li> <li>d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité,</li> <li>d'une évacuation des matières usées.</li> </ul>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent

## 7. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 7.1. ORGANISATION DES SECOURS



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b>			
				
134	<p>Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.</p> <p>Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.</p> <p>Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.</p> <p><b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				
75	Donner une information spécifique sur l'organisation des secours à chaque salarié lors de son arrivée sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
199	<p>N° à composer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>SAMU : 15</b> à partir d'un téléphone fixe ou <b>112</b> à partir d'un téléphone mobile.</li> <li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul> <p><b>Téléphone mobile</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				

73	<p>Pour l'appel des secours, doter en permanence <b>chaque chef d'équipe d'un téléphone portable</b> en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le <b>112</b>.</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b>ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS</b></p>			
				
97	<p>Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>l'intervention</b> des secours et diminuer le délai de leur intervention.</li> <li>• <b>l'évacuation</b> rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent.</li> </ul> <p>Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.</p>	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b></p>			
				
20	<p>Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.</p> <p><b>Trousse des premiers soins</b></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				





3	<p>Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée.</p> <p>Une <b>trousse de premier secours</b> doit être à disposition, <b><u>sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.</u></b></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>TRAVAILLEURS ISOLES</b>			
	   			
27	<p><b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier



## 8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 8.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS			
				
59	<p><b>Art. L. 4121-5.-</b> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail.</p> <p>Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul> <p><b>Sous-traitants</b></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
123	<p>Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.</p> <p><b>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Ph. préparation
				
155	<p><b>Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit</b> au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail.</p> <p><u>Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail exclusivement.</u></p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
192	<p><i>Cette réponse vaut signature du Registre Journal.</i></p> <p><b><u>L'absence de réponse (lorsque celle-ci est demandée) aux observations du CSPS engage la responsabilité de l'intervenant, ou de l'entreprise concernée, vis à vis de l'Inspection du Travail et peut être considéré comme un facteur aggravant en cas d'accident</u></b></p>			
	MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS			



				
187	<p>Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, <b>sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel</b>. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent <b>en informer le coordonnateur SPS</b>. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur <a href="mailto:prénom.nom@apave.com">prénom.nom@apave.com</a> et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prénom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis.</p> <p><b>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</b></p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
	<b>PPSPS</b>			
				
29	<p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.</p> <p><b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
				
84	<p> <b>Faire parvenir au coordonnateur SPS votre Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé PAR MAIL EXCLUSIVEMENT.</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
	<b>INSPECTION COMMUNE</b>			

30	<p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p> <p><b>Organisation des inspections communes</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
176	<p></p> <p><b>Prendre contact avec le coordonnateur SPS afin de convenir d'un rendez-vous d'inspection commune sur le chantier.</b></p> <p><b>Il est préférable de faire cette prise de contact par téléphone.</b></p> <p><b>Cette prise de contact sera effectuée à l'initiative de l'entreprise concernée au moins 15 jours avant le début d'intervention. Passé ce délai, il n'y aura pas de régularisation administrative d'inspection commune: la responsabilité de l'entreprise concernée sera pleine et entière vis à vis de la réglementation.</b></p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Avant interv.
212	<p>L'inspection commune sert à <b>prendre en compte les besoins et les contraintes</b> de chaque entreprise concernant son activité par rapport aux autres corps d'état. Elle permet également <b>d'affiner l'analyse de risques</b> préalable à votre intervention <b>spécifiquement au chantier</b>, notamment au sujet des <b>risques exportés</b> pouvant impacter le déroulement du chantier ou l'intervention des autres entreprises.</p> <p><b>Cette analyse de risque préalable est une obligation du Code du Travail, son absence engage votre responsabilité.</b></p> <p>Cette visite permet de remettre à jour votre ppsps afin qu'il corresponde à la réalité du chantier et ne soit pas une formalité administrative sans intérêt ni utilité.</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	pm

## 9. ANNEXES

### 9.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 9.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	SGAMI EST CSP CHORUS ESPACE RIBERPRAY 10-12 RUE BELLE-ISLE 57036 METZ CEDEX France		
Maître d'ouvrage personne physique	SGAMI EST CSP CHORUS 34 rue de l'hôpital BP 60205 67022 STRASBOURG France	M. PERBAL Pierre	0390231421 0647958598 pierre.perbal@interieur.gouv.fr
Maître d'oeuvre	BLONDEAU INGENIERIE 30 avenue Villarceau 25000 BESANCON France		0381814849 0381813200 contact@blondeau-ingenierie.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Besançon 2 Chemin de Palente 25000 BESANCON France	M. VIRCONDELET PASCAL	03 81 80 80 52 06 07 30 93 97 pascal.vircondelet@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BELFORT 6, rue du Rhône 90000 BELFORT France	M. COLAS FLORIAN	03 84 58 73 13 06 98 68 79 28 florian.colas@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

### 9.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	INSPECTION DU TRAVAIL Cité Administrative 5,rue Beauchamp 70000 VESOUL France		0363017340 ddetspp-uc4@haute-saone.gouv.fr
CRAM	CARSAT BOURGOGNE FRANCHE COMTE VALMY 46, Rue Elsa Priolet 21000 DIJON France		0380705050 0380705173
OPPBTP	OPPBTP 21 BOURGOGNE FRANCHE COMTE Service Prévention AT 6 rue Saint John Perse 21000 DIJON France		0380789520 0380789524 bourgogne.franche.comte@oppbt

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 9.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 9.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 9.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	GROS OEUVRE - DEMOLITION	<i>Non désigné</i>							
02	ETANCHEITE	<i>Non désigné</i>							
03	MENUISERIES EXTERIEURES PVC ET ALUMINIUM	<i>Non désigné</i>							
04	SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
05	RAVALEMENT FACADES, ETANCHEITE LIQUIDE	<i>Non désigné</i>							
06	PLOMBERIE, CHAUFFAGE, VENTILATION	<i>Non désigné</i>							
07	CONTRÔLE D'ACCES, INTERPHONE	<i>Non désigné</i>							



## 9.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante a été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération).

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints aux DCE

## 9.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 9.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 9.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 9.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBT.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels